

## Notes pour une allocution du chef du Bloc Québécois

IPSO – 29 novembre 2009

---

Merci pour cette invitation.

Le titre de mon intervention est celui-ci : « Le Québec a-t-il un avenir dans le Canada? » La réponse courte à cette question, c'est NON ! Depuis l'échec du Lac Meech, il y a 20 ans, les fédéralistes québécois et canadiens n'ont cessé de répéter que le « fruit n'était pas mûr » et que le « terrain n'était pas fertile » pour tenter de réintégrer le Québec dans la constitution canadienne. Cette absence de volonté politique dure depuis 20 ans maintenant et un constat s'impose : une offre constitutionnelle du Canada répondant aux besoins du Québec ne viendra jamais.

Pendant que les Québécois attendent que les fédéralistes tiennent leur promesse, le Canada continue à se construire en fonction de ses intérêts et de ses valeurs qui, trop souvent, vont à l'encontre de ceux du Québec. Pendant ce temps, la démographie fait en sorte qu'en termes de sièges, le poids politique du Québec diminue à la Chambre des communes. Le résultat de ce processus irréversible, c'est la marginalisation politique du Québec. Pour contrer au jour le jour cette érosion du poids politique du Québec dans le Canada, les Québécois ont élu une majorité de députés du Bloc à six reprises. Il est important d'élire des représentants du seul parti exclusivement voué à la défense de nos intérêts et de nos valeurs. Malheureusement, on aura beau mener cette bataille de tous les instants, on ne se bat pas à armes égales. L'étau canadien se resserre sur le Québec.

En 1990, je devenais le premier souverainiste élu à la Chambre des communes. Presque 20 ans plus tard, j'en arrive toujours à la même conclusion, mais avec un sentiment d'urgence encore plus prononcé, une conviction encore plus profonde : La seule véritable solution pour éviter que le Québec ne s'affaiblisse davantage, c'est de sortir du Canada. Chaque jour qui passe nous affaiblit et rend plus impérieuse la nécessité de faire la souveraineté du Québec. Évidemment, je parle en tant que souverainiste, mais la même question aurait pu

être posée à un fédéraliste québécois, et je dois dire que je n'aimerais pas être à sa place.

Car pour le Québec, il n'y a que trois grandes options possibles :

- Il y a le Canada tel qu'il est et qu'il se construit, et qu'on appelle souvent, de façon erronée, le *statu quo*;
- La 2<sup>e</sup> option, c'est celle du fédéralisme renouvelé;
- Et la 3<sup>e</sup>, c'est la souveraineté.

Comme je le disais d'entrée de jeu, on peut immédiatement écarter l'option du fédéralisme renouvelé. En 2010, ce sera le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'échec de Meech et le 15<sup>e</sup> du référendum de 1995. Ces deux événements posent encore un défi sérieux à ceux, au Québec, qui prétendent que le Canada peut être réformé dans le sens des intérêts du Québec. En réalité, depuis 20 ans, il n'y a eu aucune ouverture réelle envers le Québec en provenance du Canada. On a bien sûr réussi à arracher quelques concessions : rapatriement partiel de la main d'œuvre, congés parentaux, hausse des transferts fédéraux, reconnaissance politique de la nation québécoise. Mais chaque fois, il faut mener de longues batailles et ces gains demeurent fragiles, puisque Ottawa peut décider du jour au lendemain de les annuler ou de les ignorer.

On sait que la Constitution est verrouillée et, même si ce n'était pas le cas, il n'y a absolument aucun appétit politique au Canada pour satisfaire les aspirations nationales du Québec. Il n'y a plus aucune proposition, plus aucune ambition sur la table des fédéralistes québécois non plus. Et puisque nous sommes chez les IPSO, je dirai ceci : cet échec des fédéralistes québécois équivaut à une faillite intellectuelle. Ils ont mis le genou par terre et tout ce qui leur reste, c'est le Canada tel qu'il est et tel qu'il sera. Heureusement, il y a toujours la 3<sup>e</sup> option, la seule possible, la souveraineté du Québec.

Il n'y a donc que deux options possibles et aujourd'hui, pour répondre à la question posée, je vais surtout examiner avec vous l'option du Canada. Autrement dit, quel avenir pour le Québec dans le Canada tel qu'il est? Comme je le disais plus tôt, le Canada tel qu'il est, pour le Québec, ce n'est pas le *statu quo*, c'est le recul assuré. D'abord, en termes de poids politique, le Québec est inévitablement appelé à reculer. Il y a déjà une menace bien réelle avec le projet de loi des conservateurs qui vise à ajouter 34 sièges en Ontario et dans l'Ouest.

Ça, ça veut dire que le poids politique du Québec à la Chambre des communes sera de 21,9 %, ce qui est moins que notre poids démographique!

En 1867, lorsque le Canada a été formé, le poids politique du Québec était de 36 %. Les conservateurs veulent le ramener à moins de 22 % et la démographie nous condamne inévitablement à la réduction de notre poids politique. Déjà, en 1982, alors que le Québec comptait 26 % des sièges, le Canada n'a pas hésité à nous imposer une Constitution et une Charte. Ce Canada que les Québécois ont connu, avec un Québec qui pesait lourd, eh bien ce Canada-là, il est en train de disparaître. On n'a qu'à faire la nomenclature de tous les consensus québécois qui sont ignorés par Ottawa pour réaliser ce qui nous attend. Recul politique, donc.

Mais aussi recul juridique, du fait de la Constitution et de la Charte canadiennes, mais aussi de la mondialisation ou, plus précisément, de l'internationalisation des lois et des normes. D'abord la Constitution et la Charte. Dans la plupart des domaines, ces textes sont figés pour longtemps, ne serait-ce qu'à cause de la formule d'amendement qui rend irréaliste toute attente de changement. C'est pour le moins paradoxal quand on pense qu'il aura suffit d'une majorité pour exclure le Québec, mais qu'il faut l'unanimité pour l'inclure. Cela dit, ce n'est pas le *statu quo* puisque la Cour suprême interprète constamment la législation et ça va rarement dans le sens du Québec. Le meilleur exemple, c'est la Charte de la langue française, dont la portée est constamment réduite. Encore dernièrement, la Cour a désavoué la loi 104 qui visait à boucher une échappatoire à la Charte.

On assiste donc à une érosion des capacités juridiques du Québec, non seulement à l'interne, mais aussi du fait des traités internationaux, une compétence quasi exclusive du gouvernement fédéral. Là encore, la multiplication des ententes internationales réduit d'année en année la capacité juridique et politique du Québec. Il n'y a aucune illusion à avoir. Le mieux que le Québec puisse espérer dans le Canada en ces matières, c'est de reculer le moins possible. C'est ça le seul programme que nous proposent les fédéralistes québécois. Autrefois, ils nous ont offert la révolution tranquille et aujourd'hui, c'est la renonciation tranquille. Je ne vois rien là de très réjouissant ou d'emballant et je vous parle en connaissance de cause : je suis en première ligne.

Au Bloc Québécois, nous nous battons tous les jours pour empêcher les reculs et pour faire avancer le Québec. Nous réussissons au-delà de toute espérance. Je

prêche pour ma paroisse, mais je suis fermement convaincu que la création du Bloc nous a donné un répit, en ce sens que le Québec a concentré ses forces au sein d'un parti qui est libre de défendre les intérêts du Québec. Il y a maintenant un prix politique élevé à payer pour les partis fédéraux qui affrontent trop ouvertement le Québec. Quand, par exemple, l'Assemblée nationale est unanime sur une question et qu'on y ajoute la voix du Bloc, ça signifie que des 200 élus du Québec, il y en a à peu près 175 sur 200 qui parlent d'une même voix. En fait, avec la création du Bloc, le Québec s'est donné un outil pour ralentir et amoindrir l'érosion de sa force politique dans le Canada. Il s'agit cependant d'une posture défensive. Il est très clair à mes yeux qu'en matière de poids politique et juridique du Québec dans le Canada, la situation ne peut qu'empirer.

Maintenant, la question nationale. Pour assurer notre cohésion nationale, il m'apparaît que les éléments les plus importants sont l'intégration des nouveaux arrivants, la langue, la culture et nos valeurs fondamentales. Comme c'est le cas pour la plupart des nations occidentales, nous sommes confrontés au défi d'accueillir de nouveaux arrivants de partout et de concilier la diversité et la cohésion sociale et nationale. Ces défis sont déjà immenses pour les pays souverains. La nation québécoise, elle, doit en plus relever ce défi en ayant le statut juridique de province canadienne. C'est très difficile, évidemment.

La première attitude à adopter, c'est l'ouverture réelle envers les Québécois issus de l'immigration. C'est le sens du travail fait par le Bloc depuis 2000 à la suite de notre chantier de réflexion sur la citoyenneté et l'adoption de notre proposition principale. Je note d'ailleurs que ce travail immense n'aurait pu être accompli sans la contribution inestimable d'intellectuels comme Michel Seymour ou Micheline Labelle, pour ne nommer qu'eux. Nous avons poursuivi notre tâche en lançant la campagne « Québécois sans exception » et en faisant en sorte que plusieurs de nos candidats issus de l'immigration se présentent dans des circonscriptions gagnantes. Ces résultats ont porté fruit dès 1993 avec l'élection d'Oswaldo Nuñez, le premier député d'origine sud-américaine à la Chambre des communes. Et les années suivantes, avec l'élection de la première femme d'origine haïtienne, Vivian Barbot, la première femme d'origine libanaise, Maria Mourani, le premier député originaire d'Afrique sub-saharienne, Maka Kotto, les deux premières Québécoises d'origine asiatique, Meili Faille et Ève-Mary Thai Thi Lac, et le premier député québécois autochtone, Bernard Cleary.

C'est un exemple d'ouverture concrète, qui lance le signal d'une réelle volonté d'intégrer tout le monde à la nation québécoise et au mouvement souverainiste.

C'est aussi le sens de la politique québécoise d'intégration que nous appelons l'interculturalisme. Dans tous les cas, l'idée centrale, c'est que les nouveaux arrivants, sans qu'ils aient à gommer leurs caractéristiques culturelles propres, se joignent à la nation québécoise, en français et en respectant nos valeurs communes. Ce serait déjà un défi important dans un Québec souverain, où notre nation ne formerait toujours que 2 % de la population nord-américaine. Mais dans le Canada, les défis sont beaucoup plus difficiles à surmonter.

D'abord, je l'ai dit, la Charte canadienne vient limiter, quand ce n'est pas contrecarrer, les outils qu'on s'est donnés au Québec. Le meilleur exemple, bien sûr, c'est la loi 101. Dans les secteurs du transport interprovincial, les télécommunications, les banques, les ports et les aéroports, il y a plus de 200 000 Québécois qui ne sont pas protégés par la loi 101 en ce qui concerne la langue de travail. Cela illustre bien ces limitations dont je parle. Tandis que le dernier jugement de la Cour suprême, qui casse la loi 104, illustre la capacité qu'elle a de contrecarrer nos politiques.

Ensuite, les nouveaux arrivants au Québec se font dire que le Canada est un pays bilingue et surtout anglophone. Ils se font dire que la politique de citoyenneté est fondée sur l'idéologie canadienne du multiculturalisme. Ils réalisent rapidement que le gouvernement qui donne le passeport, le gouvernement qui donne la citoyenneté, le gouvernement qui dirige les ambassades, celui qui a le dernier mot juridiquement, politiquement et financièrement, c'est le gouvernement canadien. On est donc pris dans une situation où les nouveaux arrivants ont le choix : soit ils s'identifient et rejoignent la nation la plus forte, dans la langue principale de l'Amérique du nord et la *lingua franca* dans le monde, soit ils se joignent à la nation québécoise. À mon avis, dans ces circonstances, c'est déjà un exploit remarquable que nous réussissions à intégrer la moitié des nouveaux arrivants à la majorité francophone au Québec.

Pour ce qui est de la langue, le fait semble incontestable qu'il y a une érosion de la place du français à Montréal ou, à tout le moins, une stagnation. Les entreprises sous juridiction fédérale, qui ne sont pas soumises à la loi 101, œuvrent dans des domaines qui sont en croissance. On peut donc craindre que la situation empire de ce côté-là.

Le financement de la culture québécoise est maintenant très tributaire d'Ottawa et on a vu que le simple caprice idéologique d'un premier ministre peut faire des dégâts importants. La politique des quotas à la radio et à la télévision, qui était

une sorte de protectionnisme culturel, a de moins en moins de prise sur une réalité façonnée par le monde numérique, un monde qui échappe souvent aux réglementations. Et la question culturelle est conditionnée par une réalité très différente au Canada et au Québec. Au Canada, la population consomme en grande majorité une culture mondialisée et surtout, en fait, américaine. 75 % de la télévision regardée par les Canadiens est américaine. Au Québec, c'est le contraire : 75 % de la télévision regardée par les Québécois est québécoise. Mais c'est le Canada qui est maître du jeu dans ces domaines et qui prend des décisions en fonction de deux réalités complètement contradictoires. Ça n'augure rien de bon.

Au Canada, quand les gouvernements injectent de l'argent pour la culture, c'est souvent vu comme une dépense de riches, une dépense un peu frivole. Certains confondent bêtement culture et divertissement. Au Québec, quand on investit en culture, non seulement on se donne des outils nécessaires à notre existence même, mais en plus, comme je le disais, on investit dans un moteur économique en pleine croissance. Mais voilà : Ottawa intervient dans la culture québécoise sans même reconnaître le caractère national de notre culture. Là encore, ça n'augure rien de bon pour l'avenir.

Il y a ensuite la question des intérêts stratégiques du Québec. Quand je parle d'intérêts stratégiques, ça signifie des intérêts fondamentaux, qui ne dépendent pas de l'actualité ou des conjonctures à court ou moyen terme. La nécessité, pour une petite nation comme le Québec, de faire partie d'un vaste marché nord-américain, de ne pas être enfermé dans le Canada en matière de commerce, fait de notre appartenance à l'ALENA, par exemple, un intérêt stratégique évident.

Je pourrais aussi vous parler de Toronto, qui est la capitale financière et économique du Canada et qui va le demeurer, aux dépens de Montréal, tant que celle-ci ne deviendra pas la métropole d'un pays souverain. C'est stratégique pour une nation d'avoir une grande métropole de stature internationale, mais dans un pays comme le Canada, il ne peut y avoir plus qu'une métropole. Il faut choisir et Ottawa a choisi Toronto. Et cela n'ira qu'en s'accroissant comme le montre cette volonté d'Ottawa de concentrer à Toronto les pouvoirs en matière de valeurs mobilières.

Mais je veux surtout vous parler d'une question stratégique qui m'apparaît vraiment cruciale et c'est celle de l'énergie et de l'environnement. On le sait, le Québec est bien placé pour atteindre les objectifs du protocole de Kyoto, soit une

réduction de 6 % de ses émissions de gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990. Si le Québec avait accès à un marché du carbone, de nombreux secteurs économiques seraient aujourd'hui en mesure de vendre des crédits de carbone et les entreprises seraient fortement incitées à réduire leurs émissions pour profiter au maximum de ce marché. Pour avoir accès à un tel marché, cependant, il faut que le pays en question se soit donné des objectifs de réduction chiffrés et contraignants et ce n'est pas le cas du Canada et ce n'est pas à veille de changer. Sur cette question, le Québec et le Canada ont des intérêts stratégiques complètement opposés.

Avec la Norvège, le Québec est l'endroit dans le monde qui dépend le moins du pétrole dans son bilan énergétique. Malgré cela, avec un baril de pétrole à 75 \$ comme c'est le cas ces jours-ci, le Québec doit importer pour 20 milliards de pétrole brut par année. 20 milliards! Si, comme la plupart des experts le prédisent, le prix du brut grimpe au cours des prochaines années, ça sera encore pire. À 125 \$ le baril, nos importations vont s'élever à 31 milliards par année. C'est 31 milliards qui ne seront pas investis au Québec et qui vont accentuer terriblement notre déficit commercial. Imaginez : 31 milliards, c'est 10 % du PIB du Québec. Et si jamais le baril atteint les 200 \$, ce sera 50 milliards par année.

Cette véritable saignée financière est bien pire pour le Québec que le vieillissement de la population, la hausse des dépenses en santé et les déboires de la Caisse de dépôts réunis. Ce sera insoutenable pour l'économie du Québec. Il nous faut impérativement réduire notre dépendance au pétrole et une telle corvée nationale nécessite l'intervention de l'État avec tous les outils disponibles, dont un marché du carbone.

Mais le Québec, appauvri par le pétrole, est pris dans le Canada, un pays qui s'enrichit avec le pétrole. En ce moment, quand les fédéralistes nous disent que les sables bitumineux enrichissent aussi le Québec, c'est comme s'ils nous disaient : « Qui s'appauvrit s'enrichit! » Le Canada prend de plus en plus l'allure d'un État pétrolier, avec des politiques qui vont toutes dans ce sens-là. En fait, c'est toute la politique économique et environnementale d'Ottawa qui est conçue en fonction des intérêts pétroliers. Ça rend terriblement difficile pour le Québec de réduire sa dépendance au pétrole. On ne peut pas se permettre ça.

En réduisant de moitié notre dépendance au pétrole d'ici 2020 par exemple, c'est entre 15 et 25 milliards de plus que nous pourrions investir chez nous, chaque année. C'est gigantesque et hautement stratégique. Mais, pris comme il l'est

dans les filets du Canada pétrolier, le Québec peine à avancer vers la réduction de sa dépendance au pétrole. Et là, tous les pays s'en vont à Copenhague pour des négociations cruciales et ce Canada pétrolier, le Canada de Harper, s'aligne sur l'Arabie Saoudite.

Ce n'est pas faute de fouetter le gouvernement Harper : la Chambre a adopté une motion du Bloc qui fixe des objectifs et offrirait une solide position pour le Canada. Mais on a affaire à un gouvernement pour qui les intérêts pétroliers priment sur l'intérêt public ou même l'intérêt commun de l'humanité. M. Harper nous dit que le Canada va s'aligner sur l'administration Obama. La conséquence de cela, c'est que l'année de référence ce sera 2005 au lieu de 1990 et tous les efforts de nos entreprises pendant 15 ans, tous les efforts du Québec seront effacés. Les pétrolières, elles, vont pouvoir en profiter.

C'est la politique du pollueur-payé, où l'Alberta est récompensée et le Québec pénalisé. Dans le Canada, le Québec est comme un goéland englué dans le goudron à la suite d'un déversement pétrolier. Voilà ce que nous proposent les fédéralistes québécois. Et si ce que je dis très clairement ici n'est pas exact, je mets au défi les fédéralistes québécois de nous en faire la démonstration. Elle est où l'ouverture? Quelle est la proposition? Cette question, je la pose depuis des années et tout ce qu'on entend, c'est « le fruit n'est pas mûr » ou « le terrain n'est pas fertile ». Ce n'est pas le fruit qui n'est pas mûr, c'est l'arbre qui est pourri! Et le terrain, c'est un désert constitutionnel.

Ce que je viens de décrire comme avenir pour le Québec, c'est son avenir dans le Canada et c'est seulement une des deux options qui s'offrent au Québec. C'est l'option qui nous est proposée par Jean Charest, par les fédéralistes qui, comme je l'ai dit, ont abdiqué leurs responsabilités. Heureusement, il y a une autre option pour le Québec, une voie qui nous permet d'affirmer que tout demeure possible. Il s'agit évidemment de la souveraineté, mais aussi d'une politique et d'une attitude souverainistes. Il faut regarder la réalité en face, sans complaisance. Et la réalité, c'est que l'attitude qui consiste à travailler en fonction du grand soir seulement, l'attitude du tout ou rien, la souveraineté ou rien du tout, cela fait le jeu du Canada.

20 ans après l'échec de Meech, rien n'a changé et ça, c'est parfait pour le Canada qui continue à se construire. Malgré un référendum où une majorité sentie de francophones a voté pour la souveraineté, rien n'a fondamentalement changé. Les fédéralistes québécois ont abandonné. On ne peut pas accepter un

tel état de fait. Alors, c'est à nous, les souverainistes, de montrer du leadership et de mettre au défi le Canada de répondre aux aspirations du Québec.

C'est ce que nous avons commencé à faire en toute bonne foi, par exemple en proposant de modifier le Code du travail pour que la loi 101 puisse s'appliquer aux entreprises sous compétence fédérale. Il n'y a aucune impossibilité constitutionnelle là. Tout comme il serait tout à fait envisageable de rapatrier pouvoirs et budgets en culture et pour les télécommunications. Comprenez bien que notre but, ce n'est pas la réforme du fédéralisme canadien, qui n'est qu'une illusion. Notre but, c'est que le Québec soit le plus libre possible de ses propres choix! Bien sûr, le Canada et Ottawa vont résister. Il y a là un test et les Québécois tireront leurs conclusions. Ce qu'on sait, c'est que les Québécois sont encore très nombreux, en fait aussi nombreux qu'en 1995, à souhaiter la souveraineté. Mais ils sont aussi très nombreux à espérer encore une ouverture du Canada, un statut spécial pour le Québec. Et enfin, ils sont très nombreux aussi à croire que la souveraineté ne se réalisera jamais.

Nous devons donc résoudre deux difficultés importantes : contrer l'illusion d'un éventuel statut particulier pour le Québec et cette idée, ce fatalisme voulant que la souveraineté ne se réalise jamais. Il faut inverser cette tendance en essayant d'aller aussi loin que possible pour élargir la marge de manœuvre du Québec dans le Canada. Nous devons le faire de bonne foi, en essayant de réaliser des gains substantiels. Quand nous arriverons au bout de nos possibilités, ce sera à nous d'exposer clairement la situation aux Québécois et de leur montrer que le Québec est dans une impasse.

Parallèlement, nous devons aussi expliquer et convaincre les Québécois que la souveraineté, on veut et on va la réaliser. Ça fait des années, au Bloc Québécois, que nous le faisons. En 2005, notre proposition principale, notre programme portait exclusivement sur la souveraineté, sur ce que serait le Québec souverain dans les domaines de compétence fédérale comme la politique étrangère, les transports ou le commerce international. Nous avons d'ailleurs été les premiers à l'époque à proposer une entente de libre-échange avec l'Europe. On ne va pas s'arrêter là, au contraire, nous allons accélérer et intensifier nos efforts.

Pour reprendre les trois thèmes que j'ai abordés, c'est facile d'expliquer que le meilleur est à venir avec l'option souverainiste. D'abord, dans un Québec souverain, notre poids politique passera de 22 % à 100 %! Notre capacité à

déterminer nous-mêmes nos lois, nos chartes et notre constitution passera de zéro à 100 %. Notre capacité de parler en notre propre nom dans les forums internationaux passera de presque zéro à 100 %.

En matière d'intérêts stratégiques, pour ne prendre qu'un seul exemple, le Québec souverain sera en mesure d'adopter une politique nationale de réduction de notre dépendance au pétrole qui permettra de faire du Québec l'État le plus propre et un des plus prospères d'Amérique. Si ça ce n'est pas un projet de société ambitieux et enthousiasmant, je ne sais pas ce que c'est. Et pour la question nationale, un Québec souverain pourra établir sans aucune ambiguïté une citoyenneté conforme à ce que nous sommes et à ce que nous voulons devenir. Ce pays-là sera francophone et il n'y aura pas de malentendus. Et finalement, avec deux pays, et le Canada et le Québec pourront se construire à leur goût sans devoir sans cesse s'obstiner.

En 2010, cela fera 20 ans que j'aurai été élu comme premier député souverainiste à Ottawa. Après ces 20 ans, avec le bagage que j'ai aujourd'hui, j'ai le sentiment que le meilleur est devant moi, que le meilleur reste à venir. La coalition bloquiste, et donc le Bloc Québécois, lui aussi aura 20 ans l'année prochaine. Le Bloc Québécois a atteint une belle maturité. Nous savons très bien ce que nous sommes et ce que nous voulons.

Le Bloc Québécois a été créé en réaction à Meech. Depuis, nous sommes dans l'action, et nous faisons tout ce qui est possible pour retarder et atténuer cette érosion des pouvoirs du Québec dans le Canada. Et surtout, on ne perd jamais de vue notre objectif premier. Nous allons continuer à être un des fers de lance du mouvement souverainiste. Nous allons continuer à imaginer le Québec souverain et à mettre notre projet à jour continuellement et nous allons intensifier nos efforts.

Et pour ça, on a besoin de vous, les intellectuels. Vous avez en face de vous des adversaires qui sont en faillite intellectuelle. Nous sommes confrontés à l'illusion que le Canada pourrait répondre aux aspirations du Québec. Il est temps que les intellectuels souverainistes reprennent toute leur place, que les journaux et toutes les tribunes soient inondés d'interventions qui brisent l'illusion fédérale. Des interventions qui montrent que la souveraineté, ça va dans le sens de l'histoire. Vous avez une responsabilité comme souverainistes, une responsabilité face à l'histoire, comme tous les Québécois, celle de vous impliquer, de vous investir, pour faire en sorte que le meilleur puisse advenir.